

mais pu concevoir une si folle pensée? Et quels moyens auroient-ils de la mettre en exécution, eux qui, par la nature même de leur pouvoir, peuvent bien gêner et contrarier un grand Etat qui s'étend hors de sa sphère, mais qui ne peuvent faire sur lui aucune impression profonde ou dangereuse, tant qu'il s'y renferme? Serait-il donc avantageux à la Russie de favoriser l'achat de produits de son sol et de son industrie, par la France, de préférence à l'Angleterre? d'accueillir les produits de l'industrie Française, de préférence aux produits de l'industrie Angloise? Lui seroit-il utile de faire passer l'accroissement de richesse et de puissance qui résulte de ce double commerce d'exportation et d'importation à la France, à cet Etat déjà si fort, et le seul qui puisse un jour devenir redoutable à la Russie, plutôt qu'à l'Angleterre hors d'état, et sans intérêt de nuire à celui-ci, et rivale nécessaire de la France dont elle peut toujours affaiblir l'action continentale par une diversion maritime? Enfin, vaut-il mieux pour la Russie, que le profit de ce commerce, quel qu'il soit, soit employé un jour à solder en partie, une agression contre l'Europe, que la diversion qui peut la sauver? La France peut-elle porter en Russie, à meilleur prix, et dans une meilleure qualité, les objets qui manquent à celle-ci, et que lui fournit l'Angleterre? Attelle des capitaux plus vastes et un crédit plus assuré, pour payer mieux et plus sûrement ce qu'elle en tire? Je suppose qu'on réponde affirmativement à toutes ces questions; quels reproches pourroit-on en inférer contre la Grande-Bretagne? Les Anglois serment-ils, pendant la paix, le passage aux vaisseaux Russes et François qui voudroient porter de France, en Russie, et réciproquement, les objets vendus en concurrence avec l'Angleterre? Et si pendant la guerre ils poursuivent, sur toutes les mers, c'est-

a-dire, sur un espace qui n'appartient à personne, les propriétés de leurs ennemis, que font-ils de plus que toutes les Puissances du monde qui font la guerre ou sur terre ou sur mer? Tous les raisonnemens que je viens de faire peuvent évidemment s'appliquer aux autres couronnes du Nord. Est-ce l'Angleterre qui empêche l'Idle de Sainte Croix ou de Saint Berthelemy d'être aussi vaste et aussi productive que la Jamaïque? le comptoir de Tranqobar, aussi étendu que le Bengale? Est-ce sa faute, si l'Archevêque de Goa n'est pas aussi aisé à séculariser que ceux de Paderbon, de Munster, et d'Hildesheim?

Mais puisqu'il est question de violence et de tyrannie des mers, est-ce à la France ou à l'Angleterre que sont asservies les marines Espagnole et Hollandoise? Est-ce le Gouvernement Anglois ou le Gouvernement François qui arrête les vaisseaux Américains qui lui apportent les objets de subsistance les plus indispensables, pour en payer la valeur au prix et au terme qu'il fixe lui-même? Les Anglois font-ils successivement proscrire chez leurs alliés tous les objets de l'industrie Française, comme nous voyons les François faire successivement défendre chez leurs alliés tous les produits de l'industrie Angloise? Sur quoi donc portent toutes ces vaines et grossières déclamations contre le *despotisme des mers*, qu'enfante la rage, et qu'accueille trop légèrement l'ignorance ou l'irréflexion, et quelquefois même une secrète envie qui, à l'aspect d'une supériorité quelconque, se glisse dans les conseils des Etats comme dans le cœur des particuliers? A quoi aboutissent-elles, si non à une confession authentique de la supériorité de la nation Angloise pour le commerce et l'industrie, et de la supériorité de richesses et de prospérité qui en est la légitime récompense?

Les considérations que je viens d'exposer ne sont pas les seules qui puissent.